

Au sommaire

Introduction

Etat des lieux du logement wallon et bruxellois

1. Le logement wallon
2. Le logement bruxellois

Les aides publiques aux investissements économiseurs d'énergie

3. La politique énergétique wallonne
4. La politique énergétique bruxelloise

Les pistes d'une approche collective de la rénovation énergétique

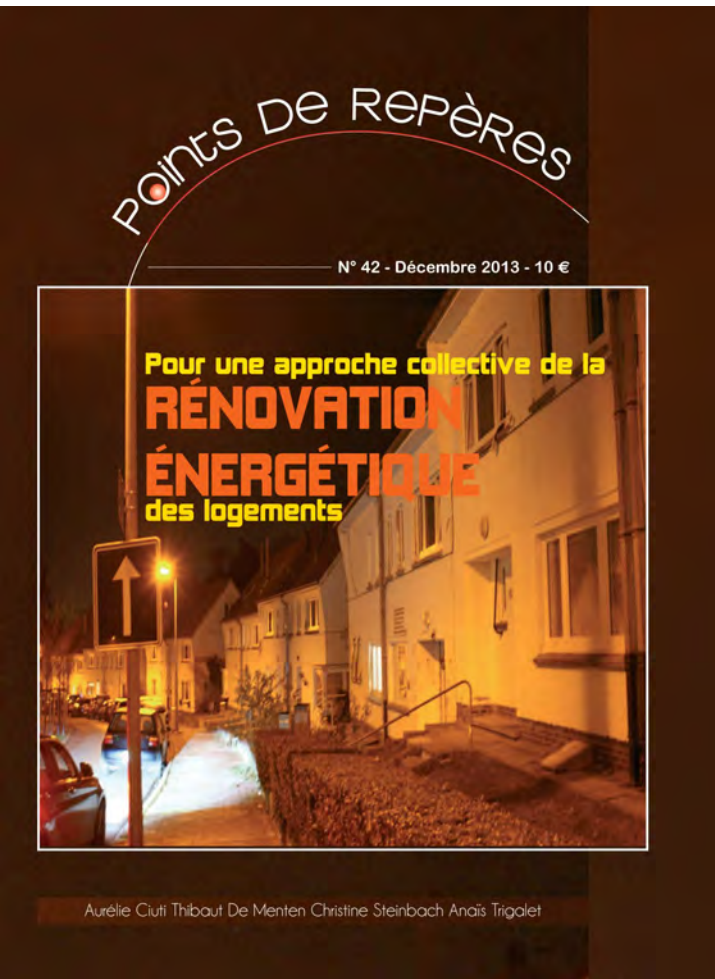
5. Le Fonds fédéral de réduction du coût global de l'énergie (FRCE)
6. La rénovation par quartier
7. Les Maisons de l'Energie à Bruxelles : quels services pour quels publics ?
8. Vers un encadrement des loyers

Conclusion

Points de Repères n° 42

Auréli Ciuti,
Anaïs Trigalet,
Thibaud De Menten,
Christine Steinbach

Prix : 10€



Pour une approche collective de la rénovation énergétique des logements

Réduire la consommation d'énergie est devenu un objectif incontournable dans les sociétés occidentales. Pour des raisons environnementales certes, mais aussi pour des raisons sociales. La raréfaction des ressources fossiles dont nous usons pour en tirer l'énergie nécessaire aux besoins entraîne une augmentation des prix et pose la question de la répartition de ces ressources entre les catégories de la population.

Cette hausse des prix est l'un des trois facteurs qui contribuent à la précarité énergétique. Les deux autres sont la faiblesse des revenus et la mauvaise performance énergétique des logements qui influe particulièrement sur les dépenses en chauffage.

Pour lutter contre la précarité énergétique autant que pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pouvoirs publics ont pris conscience qu'une intervention sur les prix de l'énergie ne suffit pas. Il faut également mettre en œuvre des moyens et des outils pour réduire les besoins en énergie en s'attaquant à l'état des logements. Car le parc est globalement vétuste et insuffisamment isolé eu égard au climat belge.

Des dispositifs de soutien publics aux investissements économiseurs d'énergie ont été instaurés. Cependant, en sollicitant via les systèmes de primes, l'intérêt, la volonté, la capacité financière et culturelle des individus, ces politiques n'ont pas – ou peu – profité aux ménages à bas revenus, et en particulier aux locataires. Ce sont pourtant ces catégories qui logent généralement dans les logements les plus énergivores.

Il est temps de plaider pour une approche plus collective de la rénovation énergétique. Des expériences ont vu le jour récemment. Des pistes existent pour prendre en compte le segment locatif du parc immobilier.

Elles sont au cœur de cette étude qui propose d'en tirer des enseignements pour l'avenir... proche.

Pour toute commande



Equipes Populaires
Rue de Gembloux, 48
5002 St Servais (Namur)
Tél : 081/73.40.86
Fax : 081/74.28.33

secretariat@equipespopulaires.be

Vous pouvez également
consulter nos autres
publications sur
www.equipespopulaires.be
Rubrique « Publications »